

# APPEL À PROJETS

« Mobilisation et participation des citoyen·ne·s dans les démarches de transition écologique et énergétique »



## Cahier des charges et dossier de candidature

CET APPEL A PROJET REGIONAL

SE DERoule SUR PLUSIEURS PHASES SUCCESSIVES DE CANDIDATURES

-

LE DOSSIER DE CANDIDATURE JOINT A CE CAHIER DES CHARGES  
EST A ENVOYER SOUS 2 FORMATS INFORMATIQUES (PDF et WORD)  
AVANT PLUSIEURS ECHEANCES AU CHOIX DU CANDIDAT

**03/05/2019 et 13/09/2019 à 18h00**

-

AUX DEUX ADRESSES ELECTRONIQUES SUIVANTES :  
[subvention.bretagne@ademe.fr](mailto:subvention.bretagne@ademe.fr) et [energie@bretagne.bzh](mailto:energie@bretagne.bzh)

EN SPECIFIANT « CANDIDATURE AAP Mobilisation citoyenne » EN OBJET DU MAIL

(L'utilisation de plateformes d'échanges libres est possible en cas de pièces attachées trop volumineuses).

Cet AAP est financé par :



## A. Préambule

En Bretagne, l'État, la Région et l'ADEME agissent en partenariat pour accélérer la transition énergétique régionale. Cet engagement se traduit par une stratégie régionale appelée « Ambition Climat Energie ». Dans ce cadre, les partenaires s'engagent à accompagner les territoires dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur Plan climat air énergie territorial (PCAET), y compris ceux pour lesquels ce n'est pas obligatoire.

Les pouvoirs publics ne sont pas les seuls à avoir un rôle à jouer en termes de transition énergétique. Les citoyens doivent être au cœur de la transition et ce sont même des acteurs fondamentaux pour réussir ces mutations. Dans ces processus, leur mobilisation et leur participation sont essentielles. Les changements qu'implique la transition nécessitent l'adhésion du plus grand nombre et l'action de tous. Que ce soient par leurs choix de mobilité, d'alimentation, la réduction de leur consommation énergétique ou par le financement participatif de projets d'énergies renouvelables, les citoyens sont acteurs de la transition.

Aussi, la Région, l'ADEME et l'État souhaitent encourager les initiatives favorisant la mobilisation des citoyens pour apporter plus de participation, de transparence et de légitimité à la décision publique en faveur des transitions. De plus, l'apport d'une vision citoyenne contribue à l'émergence de solutions adaptées, innovantes et partagées. L'idée est de montrer toutes les possibilités qui s'offrent aux citoyens pour participer à la transition énergétique : investissement, sobriété, pratiques de consommation....

## B. Objet de l'appel à projets

### 1. Champ d'intervention

L'appel à projets a pour objectif d'accompagner les territoires, en démarche PCAET, qui souhaitent **mobiliser et impliquer les citoyens dans les projets de transitions énergétique, écologique et solidaire**, d'intérêt collectif, favorisant le passage à l'action de chacun.

Cette participation doit viser tous les publics, plus particulièrement **les personnes éloignées des thématiques des transitions et/ou en situation de fragilité**, d'un point de vue économique et social, en s'appuyant sur des relais de l'accompagnement social et/ou de l'économie sociale et solidaire. **Les publics jeunes** sont également une cible à privilégier, puisque ce sont eux qui détermineront demain les chemins que prendront les décisions collectives sur des sujets comme l'énergie ou le climat.

Les actions financées doivent permettre *in fine* de faire adhérer et contribuer les citoyens aux projets de transition, tout en mettant en cohérence leur mode de vie par une modification de leur comportement au quotidien. Il s'agit de renforcer la capacité des citoyens à agir dans la vie publique, d'encourager l'exercice d'une citoyenneté active et directe, pour construire des territoires résilients d'intelligence collective.

Elles peuvent concerner tous les stades d'une démarche PCAET (diagnostic, stratégie, écriture du plan d'action, réalisation des actions, évaluation).

L'objectif des partenaires régionaux est d'accompagner des **démarches pilotes, innovantes, à caractère expérimental**, pour les démultiplier par la suite sur l'ensemble du territoire.

Seules les actions de sensibilisation, communication, formation et animation seront financées. D'autres dispositifs doivent être mobilisés pour l'investissement.

#### *Éléments de définition de la participation des citoyens*

##### **[Définition de Vadim Popowsky, M.Sc. Sociologie & Marketing, Université d'Anvers (2010)]**

La participation citoyenne est un moyen pour les représentants d'une ville, d'une région ou d'un état d'impliquer ses acteurs, c'est-à-dire les citoyens, dans leurs prises décisions et, plus généralement, dans leur gestion.

Cette participation peut se mettre en place à différents moments (le mieux étant dès le départ d'un projet) et à plusieurs niveaux (informer, consulter, concerter, collaborer ou co-décider).

Quels en sont les enjeux ?

- Démocratique: Pour améliorer la citoyenneté responsable - favoriser la cohésion sociale,
- Électoral: elle peut motiver ou remettre en question la présence des élus.

- Financier : grâce, par exemple, au lancement de projets subventionnés, à une enquête de population ou la mise en place d'autres types d'outils de participation. La participation citoyenne fait donc partie des critères d'octroi de subventions.

Pourquoi la participation citoyenne ?

Pour répondre à la demande des citoyens eux-mêmes qui attendent de l'autorité locale et de son administration qu'elles se modernisent et s'ouvrent à leur environnement : qu'elles soient à l'écoute des problèmes, qu'elles y réagissent, qu'elles leurs rendent des comptes.

## 2. Thématiques prioritaires – périmètre de l'appel à projets

Si la participation des citoyens peut s'étendre à plusieurs niveaux, l'appel à projets se concentre sur les actions de niveau « collaborer » et « co-décider », selon les trois axes principaux suivants :

NIVEAU	AXES	TYPES D'ACTION
<b>Collaborer pour la TEE</b>	La sensibilisation, l'acculturation et l'éducation des citoyens à la TEE pour le changement de comportement et le passage à l'acte	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Conduire un processus d'information, de sensibilisation et de construction d'une culture commune sur les enjeux de la transition énergétique et écologique (TEE)</li> <li>○ Faire progresser la culture de participation citoyenne, faciliter le dialogue et la conciliation</li> <li>○ Garantir l'implication de tous les publics, y compris les plus défavorisés, à travers des processus participatifs innovants.</li> </ul>
	L'engagement et la participation des citoyens dans les projets de TEE	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Renforcer les capacités à agir dans la vie publique, en s'appuyant sur les ressources et savoir-faire du groupe afin de produire des actions collectives.</li> <li>○ Favoriser et valoriser l'investissement citoyen</li> <li>○ Assurer une production collective</li> </ul>
<b>Co-décider la TEE</b>	L'implication des citoyens dans la co-décision en faveur de la TEE	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Intégrer des processus de décision collective participant à l'intérêt général.</li> <li>○ Permettre aux citoyens de prendre part au débat public, de co-construire la décision et de peser sur l'action publique.</li> </ul>

Au sein de chaque axe, un ou plusieurs thématiques de la transition énergétique et écologique pourront être abordées.

A minima, les projets devront porter sur l'un des axes suivants :

- Sobriété énergétique et écologique ;
- Développement des énergies renouvelables ;
- Mobilité durable ;
- Aménagement durable ;
- Consommation durable (notamment sur le thème alimentaire et/ou sur la consommation contribuant à une meilleure prévention des déchets) ;
- Adaptation au changement climatique.

## 3. Articulation avec les autres démarches

Les projets devront s'articuler avec les autres démarches du territoire :

- Avec les démarches de transitions, économie circulaire, alimentation durable, etc.
- Avec les autres démarches de planification (PLU(i), SCoT, etc.).

## C. Principe de sélection et accompagnement du ou des lauréats

Sera privilégié le soutien aux démarches satisfaisant les critères suivants :

- ⇒ **Les projets présentés doivent proposer des actions permettant d'aller au-delà des obligations réglementaires des PCAET.** L'appel à projets :
  - N'a pas vocation à accompagner les phases de concertation, puisqu'elles sont obligatoires dans le PCAET ; mais des démarches structurantes et innovantes d'implication des habitants sur le long terme, transposables à d'autres territoires.
  - A vocation à accompagner la mise en œuvre des actions prévues au plan d'action du PCAET : financement participatif d'un investissement, budget participatif pour des actions d'un plan de mobilité, campagne de sensibilisation dans les écoles, implication dans un projet d'agriculture urbaine, etc.
- ⇒ **La définition du projet et son inscription dans le cadre du Plan climat air énergie territorial, et, le cas échéant, de politique d'économie circulaire porté au niveau du territoire,** en précisant l'état d'avancement.
- ⇒ **La qualité méthodologique du projet, le niveau de participation et de décision des citoyens** qui seront notamment appréhendés au travers des éléments suivants :
  - Quelle gouvernance est mise en place dans la démarche (modalités de la prise de décision, partenaires...) ? Quelles dimensions éducative, pédagogique sont mise en œuvre (acculturation, transfert de compétences, apprentissage, autonomie...) ?
  - Quels processus, outils et méthodologies sont mis en place pour assurer la participation et impliquer les personnes (techniques d'animations, intégration des temps dédiés à la participation dans le projet, techniques et réseau de communication et de mobilisation...) ?
  - Quels sont les rendus / conséquences attendues / effets produits de la démarche ? Quel impact sur la décision publique ?
  - La définition précise des objectifs et des moyens mis en œuvre,
  - La pertinence du budget prévisionnel (sincérité, adéquation avec les modalités d'intervention).
- ⇒ **La participation du porteur de l'action à son financement** à une hauteur minimale de 25% des dépenses et la mobilisation éventuelle de cofinancements.

## D. Modalités de candidature

### 1. Nature du porteur

**L'appel à projets est ouvert aux structures suivantes :**

- ⇒ Territoires intercommunaux engagés ou souhaitant s'engager en démarche PCAET, accompagnés d'éventuels partenaires. Les EPCI lauréats auront la possibilité de missionner un opérateur (SDE, Pays, association, etc.) pour la réalisation du projet, mais seront les seuls dépositaires de la candidature à l'appel à projet et conserveront la maîtrise du pilotage du projet.

**Ne seront pas éligibles aux subventions de l'appel à projets :**

- ⇒ Les actions relevant d'obligations réglementaires, telles que les actions de concertation obligatoires dans le cadre de la loi ou qui relève de l'activité régulière de l'institution,
- ⇒ Des actions ponctuelles et/ou limitées à la mise en place d'un « simple » espace (physique ou virtuel) ouvert à tous, sans être intégrées dans le cadre d'une démarche participative plus globale,
- ⇒ Des actions de formation « classique »,
- ⇒ Les actions soutenues par l'ADEME et/ou la Région au titre d'une autre politique sur la même thématique.

## 2. Dossier de demande de subvention

Les candidats devront déposer un **dossier de demande de subvention** présentant le contenu du projet faisant l'objet de la demande. Ce dossier devra permettre d'appréhender de manière claire et précise :

- ⇒ L'implication de la collectivité,
- ⇒ L'inscription du projet sur le territoire,
- ⇒ Les partenaires impliqués,
- ⇒ Un budget et un plan de financement,
- ⇒ Les modalités d'évaluation du projet.

## 3. Eligibilité des dépenses

- ⇒ Les dépenses éligibles comprennent les coûts directs de mise en œuvre du projet, les frais de ressources humaines liés au projet, les frais généraux liés au projet et plafonnés.
- ⇒ Sont exclus des dépenses éligibles : les frais de structures et/ou de fonctionnement de l'activité ordinaire de la structure porteuse c'est-à-dire les frais généraux autres que ceux engagés pour la mise en œuvre du projet concerné, ainsi que les frais d'immeubles.
- ⇒ La répartition des dépenses éligibles, en particulier les montants des frais généraux engagés pour la mise en œuvre du projet concerné, devront respecter les règles générales de l'ADEME et de la Région Bretagne.
- ⇒ Sauf dérogation expresse de la Région et de l'ADEME, les subventions affectées ne peuvent être accordées qu'aux fins de soutenir des actions ou projets non encore réalisés. Les frais de préparation engagés avant l'attribution de la subvention peuvent être rattachés à l'opération ou au programme d'activités, et pris en compte dans les dépenses éligibles sous réserve de l'accord formel de la Région et de l'ADEME.

## 4. L'engagement de la Région, de l'ADEME et du candidat

- ⇒ Cet appel à projets est cofinancé par l'ADEME et la Région dans le cadre du CPER 2015-2020.
- ⇒ Les aides octroyées seront conformes aux règles de l'encadrement communautaire.
- ⇒ Les fonds des 2 partenaires peuvent être, ou non, mobilisés conjointement sur une même opération, ceux-ci intervenant dans le cadre de leur système d'aide respectif.
- ⇒ Les actions pourront être cofinancées par l'ADEME et la Région à hauteur de 50 à 70% des dépenses éligibles selon l'intérêt des partenaires pour le projet et les ressources du territoire.
- ⇒ Les projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets seront soutenus sur une **durée maximale de 3 ans**.
- ⇒ **Un contrat d'objectifs et/ou de moyens** sera signé entre la Région Bretagne, l'ADEME et le porteur du projet. Ce contrat précisera notamment :
  - Le contenu du projet : objectifs, modalités, moyens mis en œuvre, budget,
  - L'engagement des partenaires : hauteur de l'engagement financier et plan de financement sur 3 années maximum (sous réserve des crédits disponibles), engagement à la mise en œuvre de l'action pour le porteur ;
  - Les modalités d'évaluation et de contrôle de la réalisation de l'action.
- ⇒ Chaque contrat passé entre la Région, l'ADEME et le porteur de projets sera décliné par un acte juridique de la Région (convention ou arrêté) et de l'ADEME précisant les modalités d'attribution de la subvention régionale de chaque structure.
- ⇒ Tout manquement du porteur de projet dans la justification de la réalisation de l'action entraînera la rupture du contrat d'objectifs et de moyens et de l'engagement juridique, ainsi que le reversement des subventions indûment perçues par le porteur.

- ⇒ A l'issue de la réalisation du projet, le bénéficiaire est tenu de fournir à la Région et à l'ADEME un compte-rendu final d'exécution, un bilan financier définitif et une fiche synthèse « exemple à suivre ».

## E. Vos contacts à l'ADEME et à la Région Bretagne

### ADEME

Vincent Briot / [vincent.briot@ademe.fr](mailto:vincent.briot@ademe.fr) / 02 99 85 87 04

- Les dossiers de subventions adressés à l'ADEME doivent être envoyés à l'adresse générique [subvention.bretagne@ademe.fr](mailto:subvention.bretagne@ademe.fr)

### Région Bretagne

Nathalie Gibot / [nathalie.gibot@bretagne.bzh](mailto:nathalie.gibot@bretagne.bzh) / 02 22 51 60 16

- Les dossiers de subventions adressés à la Région Bretagne doivent être envoyés à l'adresse générique [energie@bretagne.bzh](mailto:energie@bretagne.bzh)

## F. Contenu des dossiers de candidature

### LISTES DES PIECES A JOINDRE AU DOSSIER DE CANDIDATURE :

- ☐ Courrier d'accompagnement de la candidature
- ☐ Délibération ou lettre d'engagement approuvant l'opération, son plan de financement, autorisant le représentant de la structure à solliciter la subvention et, en cas de candidature groupée, fixant les modalités d'accord et d'organisation liées à ce groupement
- ☐ Dossier de demande d'aide :
  - ☐ Volet administratif
  - ☐ Volet technique (dit « Volet technique pour les autres demandes »)
  - ☐ Volet financier (dit « Volet financier pour les autres demandes »)
  - ☐ RIB et K-BIS du demandeur de l'aide